

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE  
ET MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE

F. 81 — 1441

9 JUIN 1981. — Arrêté royal portant création d'un Conseil de l'Éducation populaire et des adultes dans la Communauté germanophone

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 3ter, 29, 59ter et 67 de la Constitution;

Vu la loi du 10 juillet 1973 relative au Conseil de la Communauté culturelle allemande, notamment l'article 28

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, notamment les articles 6 et 7;

Vu la loi du 3 avril 1929 prescrivant la création d'un Conseil supérieur de l'Éducation populaire;

Considérant que le Conseil supérieur ne comprend qu'une section de langue française et une section de langue néerlandaise;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979 portant organisation provisoire des Exécutifs des Communautés et des Régions, modifié par l'arrêté royal du 5 juin 1980 et 16 février 1981, notamment les articles 1er et 4;

Vu l'accord du Ministre de la Communauté flamande et du Ministre de la Communauté française, donné le 23 avril 1981;

Vu l'avis du Conseil de la Communauté culturelle allemande, donné en date du 4 février 1980;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, tel qu'il a été modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant qu'au niveau de l'éducation populaire et des adultes, un besoin de coordination et de promotion se manifeste d'une manière impérieuse dans la Communauté germanophone;

Considérant que l'urgence est ainsi spécialement motivée;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Communauté flamande et de Notre Ministre de la Communauté française;

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *Nomination*

Article 1er. Il est créé un Conseil de l'éducation populaire et des adultes dans la Communauté germanophone, dénommé dans ce qui suit « le Conseil ».

CHAPITRE II. — *Missions*

Art. 2. Le Conseil a pour mission de promouvoir toutes les activités susceptibles d'assurer la participation des intéressés à l'élaboration et à la réalisation de la politique culturelle dans le domaine de l'éducation populaire et des adultes.

Il veille à ce que la politique soit au service de toutes les couches sociales de la population et plus spécialement en faveur des personnes culturellement et économiquement défavorisées.

Le Conseil adresse aux ministres compétents et au Conseil de la Communauté culturelle allemande, soit d'initiative, soit à leur demande, des avis au sujet des matières précitées.

Il propose, dans les limites des crédits prévus à cette fin au budget des affaires culturelles de la Communauté germanophone, les mesures qu'il juge nécessaires à l'élaboration de cette politique et à la collaboration entre les organisations concernées et entre les institutions internationales concernées.

Tous les services et institutions publics doivent fournir, à la demande du Conseil, toute l'aide et tous les renseignements qu'il juge utiles à sa mission.

Art. 3. Le Conseil peut adresser aux ministres compétents et au Conseil de la Communauté culturelle allemande des avis relatifs aux critères d'agrément et de subventionnement des organisations et des institutions qui touchent son domaine et formuler des propositions relatives à la promotion de l'éducation populaire et des adultes dans son secteur.

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP  
EN MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 81 — 1441

9 JUNI 1981. — Koninklijk besluit houdende oprichting van een Raad voor Volksopleiding en Volwassenvorming in de Duitstalige gemeenschap

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 3ter, 29, 59ter en 67 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 10 juli 1973 betreffende de Raad van de Duitse cultuurgemeenschap, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 betreffende de bescherming van de ideologische en filosofische tendensen, inzonderheid op artikels 6 en 7;

Gelet op de wet van 3 april 1929 waarin de oprichting van een Hoge Raad voor Volksopleiding wordt voorgeschreven;

Overwegende dat de Hoge Raad slechts een Franstalige en een Nederlandstalige sectie omvat;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 houdende voorlopige organisatie van de Executieven van de Gemeenschappen en van de Gewesten, gewijzigd bij koninklijk besluit van 5 juni 1980 en 16 februari 1981, inzonderheid op artikels 1 en 4;

Gelet op het akkoord van de Minister van de Vlaamse gemeenschap en van de Minister van de Franse gemeenschap, gegeven op 23 april 1981;

Gelet op het advies van de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap gegeven op 4 februari 1980;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1 zoals het gewijzigd werd door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat op het vlak van volksopleiding en volwassenvorming de coördinatie en steun in de Duitstalige Gemeenschap dwingende noodzakelijkheid wordt;

Overwegende dat de dringende noodzaak aldus bijzonder gemotiveerd is;

Op de voordracht van Onze Minister van de Vlaamse Gemeenschap en van Onze Minister van de Franse Gemeenschap,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Benoeming*

Artikel 1. Er wordt een Raad voor Volksopleiding en Volwassenvorming in de Duitstalige Gemeenschap opgericht. Hij wordt in hetgeen wat volgt « de Raad » genoemd.

HOOFDSTUK II. — *Taken*

Art. 2. De Raad heeft tot taak alle activiteiten te bevorderen die de medezeggenschap van de geïnteresseerden bij de uitwerking en de uitvoering van de cultuurpolitiek op het gebied van de volksopleiding en de volwassenenvorming waarborgen.

Hij moet erop letten dat de politiek in de dienst van alle bevolkingslagen staat en inzonderheid ten gunste van de economisch en cultureel misdeelde personen wordt toegepast. De Raad geeft de bevoegde ministers en de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap hetzij uit eigen beweging hetzij op hun verzoek adviezen omtrent alle problemen betreffende de genoemde vakken.

Binnen de perken van de in de begroting van de culturele zaken van de Duitse Cultuurgemeenschap voorziene kredieten stelt de Raad alle maatregelen voor die hij nodig acht voor de uitwerking van deze politiek en voor de samenwerking met de betreffende organisaties en met de betreffende internationale instellingen.

Alle openbare diensten en instellingen moeten aan de Raad op diens aanvraag elke hulp en inlichting verstrekken die de Raad voor zijn werking nuttig acht.

Art. 3. De Raad kan de bevoegde Ministers en de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap adviezen over de erkennings- en subsidiëeringscriteria van de organisaties en instellingen van zijn sector laten toekomen en voorstellen doen voor de bevordering van de volksopleiding en de volwassenvorming in zijn sector.

CHAPITRE III. — *Composition*

Art. 4. Le Conseil se compose :

1. d'un représentant de chaque organisation agréée d'éducation des adultes;
2. d'un représentant des initiatives locales agréées d'éducation des adultes.

Les membres du Conseil sont nommés par les ministres compétents pour les affaires culturelles de la Communauté germanophone, sur proposition de l'organisation de langue allemande intéressée.

Les ministres nomment dans les mêmes conditions, un membre suppléant pour chaque membre effectif.

Lorsque le membre suppléant remplace le membre effectif absent, il a voix délibérative. Il achève le mandat du membre effectif après la démission ou le décès de celui-ci.

Article 5. Le mandat est de 4 ans et est renouvelable. Les ministres peuvent mettre fin au mandat d'un membre effectif ou d'un membre suppléant à la demande de l'organisation qu'il représente. Dans le cas où un membre effectif ou un membre suppléant est démis de son mandat avant l'expiration normale de celui-ci, les ministres compétents pour les affaires culturelles de la Communauté germanophone nomment sur proposition de l'organisation intéressée un nouveau membre qui achève le mandat de son prédécesseur. La nomination par les ministres se fait dans un délai de 30 jours à dater de la demande de l'organisation intéressée.

A défaut de nomination par le Ministre dans les 30 jours, le candidat proposé est nommé.

CHAPITRE IV. — *Fonctionnement*

Article 6. Pour une durée de deux ans, le Conseil élit, parmi ses membres effectifs, un bureau composé de 5 membres. Le scrutin se fait en un tour, une liste de candidats étant établie à cette fin. Sont élus les cinq candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas de parité de voix la priorité est accordée au candidat le plus âgé. Le Bureau élit parmi ses membres un président et un vice-président. La première séance du Conseil et chaque séance après la nouvelle composition est présidée par le doyen d'âge qui est assisté par les deux membres les plus jeunes. La réélection de membres du bureau démissionnaire est possible.

Art. 7. Le Conseil établit son règlement d'ordre intérieur qui doit être adopté par la majorité des deux tiers des membres ayant voix délibérative.

Art. 8. Le Conseil se réunit au moins trois fois par année et autant de fois que son règlement d'ordre intérieur le prévoit. Le président convoque les membres du Conseil et du bureau soit d'initiative, soit à la demande des ministres compétents pour les affaires culturelles de la Communauté germanophone ou du président du Conseil de la Communauté culturelle allemande, ou à la demande d'un quart des membres du Conseil adressée au bureau, ou à la demande de deux membres du bureau.

Art. 9. Le Conseil ne peut prendre de résolution que si la majorité des membres ayant voix délibérative est présente. Un avis officiel ne peut être émis que si les deux tiers des membres présents l'approuvent. Les propositions d'avis qui ne recueillent pas la majorité des deux tiers sont publiées dans un rapport qui rend compte des différentes opinions. Toutes les autres résolutions sont prises à la majorité simple des membres présents ayant voix délibérative. Tous les avis du Conseil sont publiés au « Memorial des Rates der deutschen Kulturgemeinschaft ».

Art. 10. Les décisions du bureau sont prises à la majorité des voix si la majorité des membres est présente.

Art. 11. § 1er. Le Conseil peut constituer des commissions et des groupes de travail dont il détermine la mission et la composition. Le Conseil et les groupes de travail peuvent décider, à la majorité des voix, d'inviter des personnes dont la présence leur paraît utile à l'étude des questions traitées. Ces personnes assistent aux séances avec voix délibérative.

§ 2. Le Conseil constitue un groupe de travail qui se compose de représentants des associations locales et qui désigne un membre à coopter et un membre suppléant pour le Conseil.

HOOFDSTUK III. — *Samenstelling*

Art. 4. De Raad is samengesteld uit :

1. een vertegenwoordiger van elke erkende gewestelijke organisatie voor volwassenvorming;
2. een vertegenwoordiger van de erkende lokale initiatieven voor volwassenvorming.

De leden van de Raad worden benoemd door de voor de culturele zaken van de Duitstalige Gemeenschap bevoegde ministers op voorstel van de betreffende duitstalige organisatie.

Voor elk werkend lid benoemen de ministers onder dezelfde voorwaarden een plaatsvervangend lid.

Wanneer de plaatsvervanger het afwezig lid vervangt heeft hij beslissende stem. Hij beëindigt het mandaat van het werkend lid na diens ontslag of overlijden.

Art. 5. Het mandaat loopt over vier jaar en is hernieuwbaar. Op verzoek van de betrokken organisatie kunnen de ministers aan het mandaat van een werkend of plaatsvervangend lid een einde stellen. Indien een werkend of plaatsvervangend lid voor de normale afloop van zijn mandaat uit hetzelfde wordt ontzet benoemen de voor de culturele zaken van de Duitstalige Gemeenschap bevoegde ministers op voorstel van de betreffende organisatie een nieuw lid, dat het mandaat van zijn voorganger beëindigt.

De benoeming door de ministers gebeurt binnen 30 dagen na de aanvraag van de betrokken organisatie. Indien de ministers na 30 dagen geen plaatsvervanger hebben benoemd, is de voorgestelde kandidaat benoemd.

HOOFDSTUK IV. — *Werking*

Art. 6. Voor een duur van twee jaar kiest de Raad uit zijn leden een Bureau dat uit 5 leden bestaat. De keuze gebeurt in één stemming. Er moet een lijst met de kandidaten worden opgesteld. De vijf kandidaten die de meeste stemmen hebben bekomen, zijn verkozen. Bij staking van stemmen gaat de voorkeur naar de oudste kandidaat. Het Bureau kiest een voorzitter en een ondervoorzitter uit zijn leden.

De eerste vergadering van de Raad en elke vergadering na de nieuwe samenstelling wordt voorgezeten door de oudste in jaren, die door de twee jongste leden bijgestaan wordt. De uitgetreden leden van het Bureau mogen worden herkozen.

Art. 7. De Raad stelt zijn reglement van orde op dat bij tweederde meerderheid van de stemmen van alle stemgerechtigde leden moet worden goedgekeurd.

Art. 8. De Raad vergadert ten minste driemaal per jaar en zoveel maal als zijn reglement van orde het voorschrijft. De voorzitter roept de leden van de Raad en het Bureau bijeen hetzij uit eigen beweging hetzij op verzoek van de voor de Duitstalige Gemeenschap bevoegde ministers of van de voorzitter van de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap, hetzij op verzoek van een vierde van de leden van de Raad gericht aan het Bureau of van twee leden van het Bureau.

Art. 9. De Raad kan alleen beslissingen nemen wanneer de meerderheid van de stemgerechtigde leden aanwezig is. Een officieel advies kan alleen worden uitgebracht wanneer tweederde van de aanwezige leden het goedkeuren. Voorstellen van adviezen waarvoor geen tweederde meerderheid is bereikt, worden bekendgemaakt in een verslag dat de verschillende meningen weergeeft. Alle andere beslissingen van de Raad worden met eenvoudige meerderheid van de aanwezige stemgerechtigde leden genomen. Alle adviezen van de Raad worden in het « Memorial des Rates der deutschen Kulturgemeinschaft » bekendgemaakt.

Art. 10. De beslissingen van het Bureau worden bij meerderheid van de stemmen genomen, wanneer de meerderheid van de leden aanwezig is.

Art. 11. § 1. De Raad kan commissies en werkgroepen oprichten waarvan hij de opdracht en de samenstelling bepaalt. De Raad en de werkgroepen kunnen bij meerderheid van de stemmen beslissen personen uit te nodigen wier aanwezigheid hun nuttig lijkt voor het onderzoek van de behandelde vraagstukken. Deze personen nemen met raadgevende stem aan de zittingen deel.

§ 2. De Raad richt een werkgroep op, die uit vertegenwoordigers van de lokale verenigingen is samengesteld, en die een te koöpteren lid en een plaatsvervangend lid voor de Raad aanwijst.

**Art. 12.** L'inspecteur compétent pour les affaires relatives à l'éducation populaire et des adultes de la Communauté germanophone, assiste de droit aux réunions du Conseil, du bureau et des commissions. Il est chargé de la liaison entre le Conseil et les ministres intéressés. Il peut se faire assister ou représenter.

**Art. 13.** A la fin de chaque session, le Conseil publie un rapport général de ses activités dans le « Memorial des Rates der deutschen Kulturgemeinschaft ».

Il adresse ce rapport aux ministres compétents pour les affaires culturelles de la Communauté germanophone.

**Art. 14.** Il est alloué au président, au vice-président, aux membres et aux personnes appelées à titre consultatif des jetons de présence et des indemnités de parcours et de séjour dont le montant est fixé comme suit :

1. pour la présence à des réunions de deux heures au moins du Conseil, du bureau, des commissions et des groupes de travail : 240 F pour le président; 200 F pour le vice-président, les membres et les personnes appelées à titre consultatif. Ce jeton n'est accordé ni aux membres du Conseil qui font partie du personnel de l'Etat ni à ceux qui font partie du personnel enseignant, lorsque les réunions coïncident en tout ou en partie avec leurs heures normales de service ou de cours.

2. le président, le vice-président, les membres et les personnes appelées à titre consultatif bénéficient d'indemnités pour les frais de parcours et de séjour conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, et du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour les frais de séjour dues aux membres du personnel des ministères. A cette effet, le président est assimilé aux fonctionnaires appartenant aux rangs 15 à 17 et les autres personnes aux fonctionnaires des rangs 10 à 14.

3. Les intéressés peuvent utiliser leur véhicule privé pour se rendre au lieu de la réunion ou pour accomplir une mission. Ils bénéficient d'une indemnité de parcours égale au montant qui leur aurait été accordé pour l'utilisation des moyens de transport en commun. Ils doivent contracter une assurance couvrant leur responsabilité civile aussi bien que celle de l'Etat pour usage de leur véhicule privé.

**Art. 15.** En vue de la composition du premier conseil après l'entrée en vigueur du présent arrêté royal, le Conseil de la Communauté culturelle allemande peut endéans trente jours après l'entrée en vigueur du présent arrêté royal, envoyer aux ministres compétents pour les affaires culturelles de la Communauté germanophone une liste des organisations intéressées de langue allemande qui travaillent effectivement dans la Communauté germanophone pour agrégation. Les ministres doivent motiver par lettre recommandée adressée au Conseil de la Communauté culturelle allemande le refus d'agrégation d'une organisation régionale proposée par le Conseil de la Communauté culturelle allemande.

Si endéans 30 jours, après l'introduction des propositions par le Conseil de la Communauté culturelle allemande, les ministres ne donnent pas de réponse, les organisations régionales proposées sont agréées.

Si le Conseil de la Communauté culturelle allemande ne fait pas usage de son droit dans le délai fixé, l'agrégation des organisations par les ministres compétents pour les affaires culturelles de la Communauté germanophone aura lieu dans les 60 jours à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté royal, et ce à la demande de l'organisation régionale existante effectivement dans la Communauté germanophone.

Chacune des organisations régionales ainsi agréées propose dans les 30 jours après son agrégation, par lettre recommandée adressée aux ministres compétents pour les affaires culturelles de la Communauté germanophone provisoirement un seul membre effectif et un seul membre suppléant en vue de leur nomination au sein du Conseil.

Les ministres doivent également motiver dans une lettre recommandée adressée au Conseil de la Communauté culturelle allemande le refus de nommer un des membres effectifs ou suppléants proposés par une organisation régionale agréée.

**Art. 12.** De inspecteur die bevoegd is voor de aangelegenheden betreffende de volksopleiding en de volwassenenvorming in de Duitstalige Gemeenschap, woont van rechtswege de vergaderingen van de Raad, van het Bureau en van de commissies bij. Hij verzekert de verbinding tussen de Raad en de betrokken ministers. Hij kan zich laten bijstaan of vertegenwoordigen.

**Art. 13.** Bij het einde van elke zittingsperiode publiceert de Raad een algemeen verslag over zijn werkzaamheden in het « Memorial des Rates der deutschen Kulturgemeinschaft ».

Dat verslag wordt aan de voor de culturele zaken van de Duitstalige Gemeenschap bevoegde ministers gestuurd.

**Art. 14.** Aan de voorzitter, de ondervoorzitter, de leden en de voor advies opgeroepen personen worden presentiegeld en vergoedingen voor reis- en verblijfkosten toegekend waarvan het bedrag is vastgesteld als volgt :

1. voor de aanwezigheid op de vergaderingen van ten minste twee uren van de Raad, het Bureau, de commissies en de werkgroepen : 240 F voor de voorzitter, 200 F voor de ondervoorzitter, de leden en de voor advies opgeroepen personen. Dat presentiegeld wordt niet toegekend aan de leden van de Raad die behoren tot het rijkspersoneel of tot het onderwijzend personeel wanneer de vergaderingen geheel of gedeeltelijk plaatshebben tijdens de normale dienst- of lesuren.

2. de voorzitter, de ondervoorzitter, de leden en de voor advies opgeroepen personen genieten vergoedingen voor reis- en verblijfkosten overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten en van het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten aan de leden van het personeel der ministeries. Daartoe wordt de voorzitter gelijkgesteld met de ambtenaren ingedeeld in de rangen 15 tot 17 en de andere personen met de ambtenaren ingedeeld in de rangen 10 tot 14.

3. De belanghebbenden mogen hun persoonlijk motorvoertuig gebruiken om zich naar de plaats van de vergadering te begeven of om een opdracht uit te voeren. Ze genieten voor hun reiskosten een vergoeding die gelijk is aan het bedrag dat hun zou zijn toegekend voor het gebruik van de gemeenschappelijke vervoermiddelen. Zij zijn gehouden een verzekering aan te gaan die zowel hun burgerlijke aansprakelijkheid als die van de Staat de't ten opzichte van het gebruik van hun persoonlijk motorvoertuig.

**Art. 15.** Voor de samenstelling van de eerste Raad na de inwerkingtreding van dit koninklijk besluit kan de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap binnen 30 dagen na de inwerkingtreding van dit koninklijk besluit aan de voor de culturele zaken van de Duitstalige Gemeenschap bevoegde ministers een lijst met alle betreffende Duitstalige organisaties die effectief in de Duitstalige Gemeenschap werken, voor erkenning voorleggen. De ministers moeten in een aangetekende brief aan de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap de afwijzing van een erkenning van een door de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap voorgestelde gewestelijke organisatie niet redenen omkleden.

Indien de minister binnen 30 dagen na het indienen van de voorstellen door de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap geen antwoord geven zijn de voorgestelde gewestelijke organisaties erkend.

Indien de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap binnen het bepaald tijdstip niet van zijn recht gebruik maakt zo zal de erkenning van de organisatie door de voor de culturele zaken van de Duitstalige Gemeenschap bevoegde ministers plaatshebben binnen 60 dagen na de inwerkingtreding van dit koninklijk besluit en dit op verzoek van de effectief in de Duitstalige Gemeenschap bestaande gewestelijke organisatie.

Binnen 30 dagen na hun erkenning stellen de zo erkende gewestelijke organisaties aan de voor de culturele zaken van de Duitstalige Gemeenschap bevoegde ministers door een aangetekende brief voorlopig een werkend en een plaatsvervangend lid ter benoeming in de Raad voor.

De ministers moeten eveneens in een aangetekende brief aan de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap de afwijzing van de benoeming van een van de door de erkende gewestelijke organisatie voorgestelde werkende of plaatsvervangende leden met redenen omkleden.

Si endéans 30 jours après l'introduction de la proposition de nomination les ministres ne donnent pas de réponse, le candidat proposé est nommé.

**Art. 16.** Le Conseil de l'éducation populaire et des adultes dans la Communauté germanophone sera installé par les ministres compétents pour les affaires culturelles de la Communauté germanophone au plus tard cent vingt jours après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 17.** Les frais de fonctionnement du Conseil sont à charge du budget des affaires culturelles de la Communauté germanophone.

**Art. 18.** Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au « Moniteur belge ».

**Art. 19.** Notre Ministre de la Communauté flamande et Notre Ministre de la Communauté française sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juin 1981.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Communauté flamande,  
G. GEENS.

Le Ministre de la Communauté française,  
M. HANSENNE.

Indien de ministers binnen 30 dagen na het indienen van het voorstel op benoeming geen antwoord geven, is de voorgestelde kandidaat benoemd.

**Art. 16.** De Raad voor volksopleiding en volwassenenvorming in de Duitstalige Gemeenschap zal uiterlijk honderd twintig dagen na de inwerkingtreding van dit besluit door de voor de culturele zaken van de Duitstalige Gemeenschap bevoegde ministers worden geïnstalleerd.

**Art. 17.** De werkingskosten van de Raad vallen teen laste van de begroting van de culturele zaken van de Duitstalige Gemeenschap.

**Art. 18.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

**Art. 19.** Onze Minister van de Vlaamse Gemeenschap en Onze Minister van de Franse Gemeenschap zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juni 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van de Vlaamse Gemeenschap,  
G. GEENS

De Minister van de Franse Gemeenschap,  
M. HANSENNE

#### GLEICHLAUTENDE ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER FRANZÖSISCHEN GEMEINSCHAFT MINISTERIUM DER FLÄMISCHEN GEMEINSCHAFT

D. 81 — 1441

9. JUNI 1981

#### Königlicher Erlass zur Schaffung eines Rates für Volks- und Erwachsenenbildung im Gebiet deutscher Sprache

BAUDOIN, König der Belgier,  
Allen, Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unseren Gruss.

Auf Grund der Artikel 3ter, 29, 50ter und 67 der Verfassung;

Auf Grund des Gesetzes vom 10. Juli 1973 über den Rat der deutschen Kulturgemeinschaft, insbesondere des Artikels 28;

Auf Grund des Gesetzes vom 16. Juli 1973 über den Schutz der ideologischen und philosophischen Tendenzen, insbesondere der Artikel 6 und 7;

Auf Grund des Gesetzes vom 3. April 1929, in dem die Schaffung eines Obersten Rates für Volksbildung vorgeschrieben wird;

In Erwägung, dass der Oberste Rat nur eine französischsprachige und eine niederländischsprachige Abteilung umfasst;

Auf Grund des Königlichen Erlasses vom 6. Juli 1979 zur vorläufigen Einsetzung der Gemeinschafts- und Regionalexekutiven, der durch den Königlichen Erlass vom 5. Juni 1980 und den Königlichen Erlass vom 16. Februar 1981, insbesondere die Artikel 1 und 4, abgeändert worden ist;

Auf Grund des Einverständnisses Unseres Ministers der flämischen Gemeinschaft und Unseres Ministers der französischen Gemeinschaft, erteilt am 23. April 1981;

Auf Grund des Gutachtens des Rates der deutschen Kulturgemeinschaft, erteilt am 4. Februar 1980;

Auf Grund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, Absatz 1;

Angesichts dessen, dass im Bereich der Volks- und Erwachsenenbildung eine Koordinierung und Förderung in der deutschsprachigen Gemeinschaft zur zwingenden Notwendigkeit wird;

In Erwägung, dass die Dringlichkeit somit insbesondere begründet ist;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der flämischen Gemeinschaft und Unseres Ministers der französischen Gemeinschaft,

Haben Wir beschlossen und beschliessen Wir :

#### KAPITEL I. — Benennung

**Artikel 1.** Es wird ein Rat für Volks- und Erwachsenenbildung im Gebiet deutscher Sprache gebildet, der nachstehend als der Rat bezeichnet wird.

#### KAPITEL II. — Aufgaben

**Art. 2.** Aufgabe des Rates ist es, alle Aktivitäten zu fördern, die die Mitbestimmung der Interessenten bei der Ausarbeitung und bei der Durchführung der Kulturpolitik auf dem Gebiet der Volks- und Erwachsenenbildung sichern.

Er wacht darüber, dass die Politik im Dienste aller Bevölkerungsschichten steht, insbesondere aber zugunsten der wirtschaftlich und kulturell weniger begünstigten Personen durchgeführt wird.

Der Rat gibt den zuständigen, Ministern und dem Rat der deutschen Kulturgemeinschaft aus eigener Initiative oder auf deren Antrag hin Gutachten über die erwähnten Sachgebiete ab.

Im Rahmen der im Haushaltsplan der kulturellen Angelegenheiten der deutschen Kulturgemeinschaft hierfür vorgesehenen Mittel schlägt er alle ihm nützlich erscheinenden Massnahmen zur Ausarbeitung dieser Politik und zur Zusammenarbeit mit den interessierten Organisationen und mit den betreffenden internationalen Einrichtungen vor.

Alle öffentlichen Dienststellen und Einrichtungen sind dazu angehalten, dem Rat auf dessen Antrag hin alle Informationen und jede Unterstützung zu erteilen, die dem Rat für seine Arbeit nützlich erscheinen.

**Art. 3.** Der Rat kann den zuständigen Ministern und dem Rat der deutschen Kulturgemeinschaft Gutachten über die Anerkennungs- und Bezuschussungskriterien der Organisationen und Institutionen, die seinem Bereich entsprechen, übermitteln sowie Vorschläge zur Förderung der Volks- und Erwachsenenbildung in seinem Bereich machen.

#### KAPITEL III. — Zusammensetzung

**Art. 4.** Der Rat setzt sich zusammen aus :

1. einem Vertreter jeder anerkannten regionalen Organisation für Erwachsenenbildung;
2. einem Vertreter der anerkannten örtlichen Erwachsenenbildungsinitiativen.

Die Mitglieder des Rates werden durch die für die kulturellen Angelegenheiten des Gebietes deutscher Sprache zuständigen Minister auf Vorschlag der betreffenden deutschsprachigen Organisation ernannt. Für jedes effektive Mitglied ernennen diese Minister unter den gleichen Bedingungen ein Ersatzmitglied. Das Ersatzmitglied ersetzt das effektive Mitglied mit voller Stimmberechtigung, wenn dieses abwesend ist. Es führt das Mandat des effektiven Mitgliedes nach dessen Demission oder Tod fort.

**Art. 5.** Die Amtszeit beträgt 4 Jahre. Wiederernennung ist möglich. Die Minister können das Mandat eines Mitgliedes oder stellvertretenden Mitgliedes auf einen Antrag der Organisation hin, die es vertritt, aufheben wenn das Mandat eines Mitgliedes oder eines stellvertretenden Mitgliedes vor Ablauf der normalen Mandatszeit beendet wird, ernennen die für die kulturellen Angelegenheiten des Gebietes deutscher Sprache zuständigen Minister auf Vorschlag der betreffenden Organisation ein neues Mitglied, das das Mandat seines Vorgängers fortführt.

Die Ernennung durch die Minister erfolgt innerhalb von 30 Tagen nach dem Antrag der betreffenden Organisation. Liegt nach 30 Tagen keine Ernennung seitens der Minister vor, so gilt der vorgeschlagene Kandidat als ernannt.

#### KAPITEL IV. — Arbeitsweise

**Art. 6.** Der Rat wählt für die Dauer von 2 Jahren unter seinen effektiven Mitgliedern ein Präsidium, das sich aus 5 Mitgliedern zusammensetzt. Die Wahl erfolgt in einem Wahlgang nach vorheriger Aufstellung einer Kandidatenliste. Es gelten die 5 Kandidaten als gewählt, die die meisten Stimmen erhalten. Bei Stimmgleichheit wird der älteste Kandidat vorgezogen.

Das Präsidium wählt unter seinen Mitgliedern einen Präsidenten und einen Vizepräsidenten.

Die erste Sitzung des Rates und die auf jede neue Zusammensetzung des Rates folgende Sitzung wird vom Alterspräsidenten geleitet, der dabei von den beiden jüngsten Mitgliedern unterstützt wird.

Die Wiederwahl ausgeschiedener Mitglieder des Präsidiums ist möglich.

**Art. 7.** Der Rat gibt sich eine Geschäftsordnung, die mit Zweidrittelmehrheit der Stimmen aller stimmungsberechtigten Mitglieder verabschiedet werden muss.

**Art. 8.** Der Rat tritt mindestens 3 mal pro Jahr zusammen und so oft, wie es in seiner Geschäftsordnung vorgesehen ist.

Der Präsident beruft die Mitglieder des Rates und des Präsidiums entweder aus eigener Initiative ein oder auf Antrag der für die kulturellen Angelegenheiten des Gebietes deutscher Sprache zuständigen Minister oder des Präsidenten des Rates der deutschen Kulturgemeinschaft, oder auf Antrag eines Viertels der Mitglieder des Rates an das Präsidium, oder auf Antrag von zwei Mitgliedern des Präsidiums.

**Art. 9.** Der Rat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit der stimmungsberechtigten Mitglieder anwesend ist.

Ein offizielles Gutachten kann nur abgegeben werden, wenn zwei Drittel der anwesenden Mitglieder es gutheissen.

Die vom Rat vorgeschlagenen Gutachten, die nicht mit Zweidrittelmehrheit der Stimmen gutgeheissen werden, werden in der Form eines Berichtes veröffentlicht, der die verschiedenen Meinungen wiedergibt.

Alle anderen Beschlüsse des Rates werden mit einfacher Stimmmehrheit der anwesenden stimmungsberechtigten Mitglieder gefasst.

Alle Gutachten des Rates werden im Memorial des Rates der deutschen Kulturgemeinschaft veröffentlicht.

**Art. 10.** Die Beschlüsse des Präsidiums werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, wenn die Mehrheit der Mitglieder anwesend ist.

**Art. 11. § 1.** Der Rat kann Ausschüsse und Arbeitsgruppen bilden, deren Aufgabe und Zusammensetzung er bestimmt. Der Rat und die Arbeitsgruppen können mit Stimmenmehrheit beschliessen, Personen, deren Anwesenheit ihnen für die Untersuchung der behandelten Fragen nützlich erscheint, einzuladen. Diese Personen nehmen mit beratender Stimme an den Sitzungen teil.

§ 2. Der Rat bildet eine Arbeitsgruppe, die aus Vertretern der örtlichen Vereinigungen besteht und die ein zu kooptierendes Mitglied und ein Ersatzmitglied für den Rat Bestimmt.

**Art. 12.** Der für die Angelegenheiten, die sich auf die Volks- und Erwachsenenbildung im Gebiet deutscher Sprache beziehen, zuständige Inspektor nimmt von Amts wegen an den Sitzungen des Rates, des Präsidiums und der Ausschüsse teil. Er ist mit der Verbindung des Rates zu den betroffenen Ministern beauftragt. Er hat Anrecht auf Beistand und kann sich vertreten lassen.

**Art. 13.** Am Ende jeder Sitzungsperiode veröffentlicht der Rat einen allgemeinen Bericht über seine Tätigkeiten im Memorial des Rates der deutschen Kulturgemeinschaft. Er sendet diesen Bericht an die für die kulturellen Angelegenheiten des Gebietes deutscher Sprache zuständigen Minister.

**Art. 14.** Dem Präsidenten, dem Vizepräsidenten, den Mitgliedern und den zur Beratung hinzugezogenen Personen werden Anwesenheitsgelder sowie Fahrt- und Aufenthaltsentschädigungen gewährt, deren Höhe wie folgt festgelegt ist :

1. Für die Anwesenheit in mindestens zweistündigen Sitzungen des Rates, des Präsidiums, der Ausschüsse und der Arbeitsgruppen erhält der Präsident 240 F und der Vizepräsident, die Mitglieder sowie die zur Beratung hinzugezogenen Personen 200 F. Dieses Anwesenheitsgeld wird weder den im Staatsdienst noch den zum Lehrpersonal gehörenden Mitgliedern des Rates gewährt, wenn diese Versammlungen ganz oder teilweise während deren normalen Dienstzeit bzw. Unterrichtsstunden abgehalten werden.

2. Der Präsident, der Vizepräsident, die Mitglieder und die zur Beratung hinzugezogenen Personen erhalten eine Fahrt- und Aufenthaltsentschädigung, die den Bestimmungen der Königlichen Erlasse vom 18. Januar 1965 über die Allgemeine Regelung der Fahrtentschädigung und vom 24. Dezember 1964 über die Festsetzung der Aufenthaltsentschädigungen für das Personal der Ministerien entspricht.

Hierbei wird der Präsident den Beamten der Stufen 15 bis 17 und die übrigen Personen den Beamten der Stufen 10 bis 14 gleichgestellt.

3. Die Betroffenen dürfen für die Fahrt zum Sitzungsort sowie zur Ausführung gleich welchen Auftrags ihren Privatwagen benutzen.

Sie erhalten eine Fahrtkostenentschädigung in Höhe des Betrages, der ihnen für die Benutzung öffentlicher Verkehrsmittel erstattet worden wäre. Sie müssen eine Versicherung abschliessen, um ihre zivilrechtliche Haftung und die des Staates bei der Benutzung ihres Privatwagens zu decken.

**Art. 15.** Im Hinblick auf die Zusammensetzung des ersten Rates nach dem Inkrafttreten dieses Königlichen Erlasses kann der Rat der deutschen Kulturgemeinschaft innerhalb von 30 Tagen nach dem Inkrafttreten dieses Königlichen Erlasses den für die kulturellen Angelegenheiten des Gebietes deutscher Sprache zuständigen Ministern auf einer Liste alle betreffenden deutschsprachigen Organisationen, die effektiv im Gebiet deutscher Sprache tätig sind, zur Anerkennung vorschlagen.

Die Minister müssen die Ablehnung der Anerkennung einer vom Rat der deutschen Kulturgemeinschaft vorgeschlagenen regionalen Organisation in einem Einschreibebrief an den Rat der deutschen Kulturgemeinschaft begründen. Erfolgt innerhalb von 30 Tagen nach dem Einreichen der Vorschlagsliste durch den Rat der deutschen Kulturgemeinschaft seitens der Minister keine Antwort, so gelten die vorgeschlagenen regionalen Organisationen als anerkannt.

Macht der Rat der deutschen Kulturgemeinschaft innerhalb der festgelegten Frist nicht von seinem Recht Gebrauch, so erfolgt die Anerkennung der Organisationen durch die für die kulturellen Angelegenheiten des Gebietes deutscher Sprache zuständigen Minister innerhalb von 60 Tagen nach dem Inkrafttreten dieses Königlichen Erlasses auf einen entsprechenden Antrag der effektiv im Gebiet deutscher Sprache bestehenden regionalen Organisation hin.

Alle auf diese Weise anerkannten regionalen Organisationen schlagen innerhalb von 30 Tagen nach ihrer Anerkennung den für die kulturellen Angelegenheiten des Gebietes deutscher Sprache zuständigen Ministern in einem Einschreibebrief vorläufig nur ein Mitglied und ein Ersatzmitglied zur Ernennung in den Rat vor.

Die Minister müssen ebenfalls die Ablehnung der Ernennung eines von einer anerkannten regionalen Organisation vorgeschlagenen effektiven Mitgliedes oder Ersatzmitgliedes in einem Einschreibebrief an den Rat der deutschen Kulturgemeinschaft begründen.

Erfolgt innerhalb von 30 Tagen nach dem Einreichen des Vorschlags auf Ernennung seitens der Minister keine Antwort, so gilt der vorgeschlagene Kandidat als ernannt.

**Art. 16.** Der Rat für Volks- und Erwachsenenbildung im Gebiet deutscher Sprache wird spätestens 120 Tage nach dem Inkrafttreten dieses Erlasses durch die für die kulturellen Angelegenheiten des Gebietes deutscher Sprache zuständigen Minister eingesetzt.

**Art. 17.** Die Funktionskosten des Rates fallen zu Lasten des Haushaltes der kulturellen Angelegenheiten der deutschen Kulturgemeinschaft.

**Art. 18.** Dieser Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im « Belgischen Staatsanzeiger » in Kraft.

**Art. 19.** Unser Minister der flämischen Gemeinschaft und Unser Minister der französischen Gemeinschaft sind mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Gegeben zu Brüssel, am 9. Juni 1981.

BAUDOUIN

Im Namens des Königs :

Der Minister der flämischen Gemeinschaft,

G. GEENS.

Der Minister der französischen Gemeinschaft,

M. HANSENNE.

## AUTRES ARRÊTÉS

### SERVICES DU PREMIER MINISTRE,

#### Nomination d'un Commissaire royal à la restructuration des établissements scientifiques nationaux

Par arrêté royal du 24 juillet 1981, M. Liebaers, H., Conservateur en chef de la Bibliothèque royale de Belgique, Grand Maréchal de la Cour, est nommé Commissaire royal à la restructuration des établissements scientifiques nationaux pour la période du 1er octobre 1981 au 29 février 1984.

Le même arrêté royal abroge à la date du 1er octobre 1981 l'arrêté royal du 23 janvier 1980 autorisant M. Liebaers, H., à exercer les fonctions de Grand Maréchal de la Cour pendant une quatrième période de deux ans à partir du 1er janvier 1980.

#### Nomination du Président et du Président suppléant des Chambres de recours des Services du Premier Ministre

Par arrêté royal du 27 juillet 1981, M. Duplat, J.L., président du Tribunal de Commerce à Bruxelles et actuellement président suppléant des Chambres de recours des Services du Premier Ministre, est nommé président desdites Chambres de recours, en remplacement de M. Vervloet, J.R., conseiller à la Cour de Cassation, démissionnaire.

Par même arrêté royal, M. Bogaerts, G., vice-président au Tribunal de Commerce à Bruxelles, est nommé président suppléant desdites Chambres de recours.

### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ÉTRANGER ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

#### Consulats étrangers en Belgique

Le 14 juillet 1981, M. Paul Carns a reçu l'exequatur nécessaire pour exercer les fonctions de consul honoraire du Sénégal, à Bruxelles, avec une circonscription consulaire s'étendant sur la province de Brabant.

## ANDERE BESLUITEN

### DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

#### Benoeming van een Koninklijk Commissaris voor de herstructurering van de nationale wetenschappelijke inrichtingen

Bij koninklijk besluit van 24 juli 1981 wordt de heer Liebaers, H., Hoofdconservator van de Koninklijke Bibliotheek van België, Groot Maarschalk van het Hof, benoemd tot Koninklijk Commissaris voor de herstructurering van de nationale wetenschappelijke inrichtingen voor de periode van 1 oktober 1981 tot 29 februari 1984.

Hetzelfde koninklijk besluit heft het koninklijk besluit van 23 januari 1980 op waarbij de heer Liebaers, H., gemachtigd wordt de functies van Groot Maarschalk van het Hof uit te oefenen voor een vierde periode van twee jaar met ingang van 1 januari 1980.

#### Benoeming van de Voorzitter en van de plaatsvervangende Voorzitter van de Raden van beroep van de Diensten van de Eerste Minister

Bij koninklijk besluit van 27 juli 1981, wordt de heer Duplat, J.L., Voorzitter van de Rechtbank van Koophandel te Brussel en huidig plaatsvervangend voorzitter van de Raden van beroep van de Diensten van de Eerste Minister, benoemd tot Voorzitter van bedoelde Raden van beroep in vervanging van de heer Vervloet, J.R., raadsheer in het Hof van Cassatie, ontslagnemd.

Bij hetzelfde koninklijk besluit wordt de heer Bogaerts, G., ondervoorzitter in de Rechtbank van Koophandel te Brussel, benoemd tot plaatsvervangend voorzitter van bedoelde Raden van Beroep.

### MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

#### Vreemde consulaten in België

Op 14 juli 1981 heeft de heer Paul Carns het nodige exequatur ontvangen om het ambt van honorair consul van Senegal, te Brussel, uit te oefenen, met als consulaar ressort de provincie Brabant.